

## BRÉSIL

À la suite de la controverse sur l'identité d'un attaché militaire à Londres, Amnesty International transmet des témoignages de torture au président Cardoso

Index AI: AMR 19/07/95

Pour réponse uniquement

Le journal The Guardian, dont le siège est à Londres, a publié ce jour (mardi 24 mai 1995) des informations selon lesquelles le colonel Armando Avolio Filho – qui exerce actuellement les fonctions d'attaché militaire à l'ambassade du Brésil à Londres – aurait pris part, dans les années 70, à des actes de torture infligés à des prisonniers politiques, dans des quartiers militaires de Rio de Janeiro.

Selon ces informations, qui avaient déjà été rendues publiques par la presse brésilienne, le colonel Armando Avolio Filho était, au début des années 70, l'officier en poste à la Pelotão de Investigações Criminais (PIC, section des enquêtes judiciaires) dont le nom apparaît dans plusieurs témoignages faisant état de torture et de "disparition" de prisonniers politiques. La PIC se trouvait dans les quartiers du 1<sup>er</sup> bataillon de la police militaire, dans la Rua Barão de Mesquita, à Tijuca, Rio de Janeiro.

Dans leurs dépositions, d'anciens prisonniers politiques et d'anciens membres de la police militaire avaient déclaré qu'un certain lieutenant Avolio avait directement participé à des séances de torture (comprenant des décharges électriques), pour lesquelles des cellules avaient été spécialement aménagées dans les locaux de la PIC. Selon certaines sources, en tant que lieutenant, il était au courant de tout ce qui se passait à la PIC. Des éléments tendent également à prouver qu'il était informé du décès et de l'ensevelissement des corps des prisonniers politiques détenus et torturés dans ces locaux, et qui seraient au nombre des 144 "disparus" dont on n'a toujours pas retrouvé la trace.

En outre, trois témoignages publiés par Amnesty International en 1972 – dans un document intitulé Report on Allegations of Torture in Brazil (Rapport sur les plaintes pour torture au Brésil) – mentionnent le lieutenant Avolio comme tortionnaire dans les quartiers du 1<sup>er</sup> bataillon de la police militaire situés dans la Rua Barão de Mesquita. Deux des anciens prisonniers ayant fait ces témoignages en 1972 ont confirmé cette semaine les informations qu'ils avaient données à l'époque. Trois autres personnes, mentionnées comme témoins de ces tortures dans les dépositions de 1972, ont réaffirmé au cours de ces derniers jours qu'elles avaient vu le lieutenant Avolio torturer d'autres prisonniers politiques. Une des victimes a affirmé que ce dernier était « un de ses principaux tortionnaires ».

Amnesty International n'est pas en mesure de confirmer si le colonel Armando Avolio Filho, qui exerce actuellement les fonctions d'attaché militaire à l'ambassade du Brésil à Londres, est la même personne que le lieutenant Avolio mentionné dans les témoignages ; elle a, cependant, fait parvenir ces derniers au gouvernement brésilien.

L'Organisation a envoyé au président Fernando Henrique Cardoso une lettre dans laquelle elle demande qu'une enquête exhaustive soit menée sur les informations faisant état de crimes graves commis, entre 1970 et 1972, dans les quartiers du 1<sup>er</sup> bataillon de la police militaire dans la Rua Barão de Mesquita. Elle a également transmis au président les noms de quelque 15 prisonniers politiques qui sont passés par ces quartiers militaires pendant cette période et ont "disparu" depuis, ainsi que

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
BULLETIN D'INFORMATIONS 92/95  
Index AI: NWS 11/92/95

---

ceux de huit autres prisonniers politiques qui ont été détenus dans ces quartiers et sont morts par la suite, dans des circonstances qui n'ont jamais été clarifiées.

Amnesty International a déclaré dans sa lettre que, face à la résurgence de ces accusations, la nécessité de mettre en place une commission chargée d'enquêter sur le sort des "disparus", et dotée de tous les pouvoirs en ce concerne la citation des témoins, se faisait d'autant plus sentir !

---

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -